

Réforme du collège : le PS va t'il perdre les profs ?

Tribune publiée le 20 mai 2015

FIGAROVox
Débats, opinions, controverses

Par **Olivier Vial**, Directeur du CERU (Centre d'études et de recherches universitaires),
Président de l'UNI.

Qu'il est loin le temps des promesses électorales, le jour où, fraîchement investi, François Hollande plaçait son quinquennat sous le patronage de Jules Ferry «*le bâtisseur de cette grande maison commune, qu'est l'École de la République*» rappelant dans son discours ce que nous devons «*à l'instruction publique*».

Trois ans après et au lendemain d'une journée de grève qui a mobilisé près d'un enseignant sur deux dans les collèges publics, les désillusions ont remplacé les espoirs dans les cœurs des professeurs. Quant au «message de confiance» adressé à l'Éducation nationale par le nouveau Président de la République le 15 mai 2012, il est désormais effacé par l'arrogance, la condescendance et le mépris de sa ministre de l'Éducation nationale envers tous ceux qui s'inquiètent des conséquences de ses projets (intellectuels, enseignants, parents d'élèves).

Arrogance, quand Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls annoncent, le matin d'une grève nationale, une accélération du calendrier de mise en place de la réforme, déclarant que «le décret allait être publié le plus rapidement possible», allant jusqu'à le signer en catimini quelques heures avant les manifestations.

Condescendance du ministère, qui en guise de réponse à ceux qui défilent pour le retrait d'une réforme qu'ils jugent intrinsèquement dangereuse, leur propose simplement d'en négocier les modalités et les textes d'application, un peu comme si l'on confiait à celui que l'on conduit à la potence, le seul choix de la taille de la corde qui va le pendre.

Mépris manifeste enfin, de la ministre qui ne daigne même pas, à l'issue de cette journée de mobilisation nationale, recevoir en personne les représentants des enseignants.

Depuis, le ministère s'emploie à coup d'éléments de langage et de chiffrage alambiqué à tout faire pour minimiser l'ampleur de la contestation d'hier. Finalement, rien de plus classique!

Les experts électoraux du parti socialiste auraient tort, malgré tout, de prendre la situation à la légère. Il doivent se rappeler que les quelques 900 000 électeurs issus de l'Éducation nationale ne sont pas à électoralat aussi captifs que cela; il leur est déjà arrivé de se détourner massivement du candidat du parti socialiste à cause de la politique éducative de son gouvernement. «En 2002, les enseignants constituèrent en effet un des pans de l'électorat où la dispersion des voix de gauche fut la plus emblématique et coûta cher à Lionel Jospin» (CEVIPOF, mars 2012). Blessé par le mépris et les propos de Claude Allègre, les enseignants furent nombreux à se détourner du vote PS. Entre les législatives de 1997 et la présidentielle de 2002, le vote des enseignants en faveur du PS a été divisé par deux passant de

46 % à 22 %. Il ne faut pas chercher beaucoup plus loin les quelques 190 000 voix qui ont manqué à Lionel Jospin pour se qualifier au second tour de la présidentielle.

Le mépris bougonnant de Claude Allègre ou le mépris souriant de Najat Vallaud Belkacem préparent les mêmes déroutes électorales. Si en 2012, François Hollande, au terme d'une campagne extrêmement riche en promesses faites aux enseignants, avait réussi à rassembler le vote de près d'un enseignant sur deux dès le premier tour (46 %), soit un score largement supérieur à celui mesuré auprès de l'ensemble des Français (30 %), cela ne sera sans doute pas aussi facile en 2017.

«*Chat échaudé craint l'eau froide*». Et les enseignants ont connu leur lots de désillusions! La suppression, dès 2012, des heures supplémentaires défiscalisées a fait plonger le pouvoir d'achat de nombre d'entre eux, de plusieurs centaines d'euros par an. Plus grave! Ils sont nombreux à s'être aperçu que les politiques menées en leur nom par les «experts» et la technostructure du ministère allaient à l'encontre de ce qu'ils attendent sur le terrain. La déconnexion est totale. Ainsi, depuis le début du quinquennat, avec le retour en force des apôtres du «pédagogisme», ils ont vu le ministère se lancer dans des «grands chantiers» totalement déconnectés de la réalité. La grande réforme des rythmes scolaires? 74 % des enseignants estiment, dans une enquête publiée en février 2015, que les nouveaux rythmes scolaires ont eu un effet négatif sur les élèves. Le débat sur la suppression de la notation et du redoublement? De même, ils y sont très largement opposés. 64 % des professeurs estiment (enquête Opinionway 2012) que le redoublement permet à l'élève de rattraper son retard et d'être mieux préparé aux classes supérieures et, même parmi les rangs des adhérents du très «pédagogue» syndicat UNSA, 61 % de leurs membres se sont prononcés contre la suppression des notes. Mais qui écoute ces enseignants? Certainement pas la technostructure qui a pris depuis longtemps le contrôle du ministère!

Quant à l'idéologie égalitariste et au refus de toutes formes d'élitisme qui inspirent l'actuelle réforme du collège, il ne font plus florès chez les enseignants. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler avec quelle rapidité et quelle force les enseignants s'étaient mobilisés contre la réforme des classes préparatoires fin 2013, obligeant Vincent Peillon à un rétropédalage complet.

L'entêtement et l'intransigeance de la ministre, la provocation consistant à publier le décret de la réforme au lendemain d'une mobilisation nationale, le décalage grandissant entre les attentes des enseignants de terrain et **l'idéologie qui guide le ministère, constitueront peut-être les derniers clous enfoncés dans le cercueil électoral de la gauche.**